



Extrait du registre des
délibérations de Montpellier
Méditerranée Métropole

Prévention et valorisation des
déchets, propreté de l'espace
public

Séance ordinaire du jeudi 22 février 2018

L'an deux mille-dix-huit et le vingt-deux février, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Pierre BONNAL, Sabria BOUALLAGA, Thierry BREYSSE, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michelle CASSAR, Gérard CASTRE, Chantal CLARAC, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Catherine DARDE, Titina DASYLVA, Véronique DEMON, Jean-Marc DI RUGGIERO, Michèle DRAY-FITOUSSI, Pierre DUDIEUZERE, Michel FRAYSSE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Isabelle GUIRAUD, Claire JABADO, Stéphanie JANNIN, Laurent JAOUL, Pascal KRZYZANSKI, Max LEVITA, Eliane LLORET, Jean-Marc LUSSET, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Jean-Luc MEISSONNIER, Patricia MIRALLES, Gilbert PASTOR, Eric PASTOR, Yvon PELLET, Véronique PEREZ, Eric PETIT, Thierry QUILLES, Joël RAYMOND, Jean-Pierre RICO, Henri ROUILLEAULT, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Jean-Luc SAVY, Noël SEGURA, Sauveur TORTORICI, Isabelle TOUZARD, Bernard TRAVIER, Joël VERA, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEUS.

Absents ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Jean-Marc ALAUZET, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Maud BODKIN, Anne BRISSAUD, Henri de VERBIZIER, Aline DESTAILLATS, Thierry DEWINTRE, Abdi EL KANDOUSSI, Mylène FOURCADE, Isabelle GIANIEL, Jean-Pierre GRAND, Sonia KERANGUEVEN, Alex LARUE, Chantal LÉVY-RAMEAU, Hervé MARTIN, Cyril MEUNIER, Béatrice MICHEL, Marie-Christine PANOS, Eric PENSO, René REVOL.

Absents :

Djamel BOUMAAZ, Rosy BUONO, Jacques DOMERGUE, Carole DONADA, Jean-Noël FOURCADE, Julie FRÊCHE, Clare HART, Régine ILLAIRE, Gérard LANNELONGUE, Audrey LLEDO, Jean-Pierre MOURE, Arnaud MOYNIER, Caroline NAVARRE.

Prévention et valorisation des déchets, propreté de l'espace public - Environnement - Demeter - Centre de tri des déchets recyclables secs - Rénovation & extension du centre de tri - Dossier de demande d'autorisation environnementale - Demande d'ouverture d'enquête publique

Madame Valérie BARTHAS-ORSAL, Vice-Présidente, rapporte :

Le centre de tri des déchets ménagers recyclables secs DEMETER construit par le District de Montpellier, aujourd'hui Montpellier Méditerranée Métropole, été mis en service en 1994 et constituait à cette date la deuxième installation de ce type réalisée en France. Depuis maintenant près de 25 ans, il accueille les collectes sélectives des 31 communes membres de la Métropole.

Cette installation de conception désormais ancienne et utilisant un process de tri en fin de cycle arrive en limite de capacité et nécessite des investissements conséquents afin d'améliorer son efficacité.

Par délibération n°12188 du 6 février 2014, le Conseil a approuvé le programme de l'opération de reconstruction et d'extension du centre DEMETER de tri des déchets recyclables secs, consistant en la réutilisation du bâtiment existant et l'extension des équipements sur la parcelle de terrain adjacente, propriété de Montpellier Méditerranée Métropole, en vue de la réalisation d'une ligne de tri de 35 000 tonnes de capacité pour tenir compte de l'extension des consignes de tri et de l'évolution démographique de la Métropole.

Complémentairement, par délibération n°12712 du 18 décembre 2014, compte tenu de la complexité de l'opération (marché de travaux tous corps d'état pour l'extension bâtiment / VRD et marché global de performance pour la conception-réalisation-exploitation-maintenance du process de tri), la Métropole a autorisé pour sa mise en œuvre, la signature d'une convention de mandat avec la SAAM, devenue par la suite SA3M, dans le cadre des dispositions des articles 2 et 3 de la loi n°85-704 du 12 juillet 1985 relative à la Maîtrise d'Ouvrage Publique (loi M.O.P.). Le mandataire est chargé du suivi administratif, financier et technique des études et de la réalisation du nouveau centre de tri (bâtiment, VRD et process) au nom et pour le compte de la Métropole, le suivi et le contrôle d'exploitation des installations restant sous la responsabilité de cette dernière.

L'opération d'extension et de rénovation du centre de tri des déchets ménagers recyclables secs DEMETER, consistent notamment à :

- Conserver et rénover le bâtiment existant ;
- Utiliser le terrain adjacent pour construire un nouveau hall de réception des déchets ;
- Installer une seule ligne de tri capable de traiter 35 000 tonnes de déchets par an prenant en compte l'extension des consignes de tri des déchets plastiques ;
- Implanter les nouveaux équipements de tri dans la zone process et le hall de réception actuels ;
- Moderniser entièrement la cabine de tri ;
- Conserver et rénover les alvéoles de stockage des matériaux triés ;
- Conserver et moderniser le mode de conditionnement des refus de tri par compacteurs.

Par une nouvelle délibération n°13636 du 26 février 2016, le Conseil de Métropole a autorisé la signature du marché de maîtrise d'œuvre avec le groupement SETEC – A+ - URBA LINEA – QUASSI – CALDER Ingénierie – EPSILON, lauréat du concours de maîtrise d'œuvre pour la réalisation du nouveau centre de tri. Le groupement de maîtrise d'œuvre a immédiatement engagé ses missions, dont la première a consisté à diagnostiquer des installations existantes, immédiatement suivie de l'élaboration du cahier des charges de la consultation du Marché Global de Performance pour la conception, la réalisation, l'exploitation et la maintenance du nouveau process de tri.

Au terme de la consultation d'entreprises, menée au cours de l'année 2017 selon la procédure de dialogue compétitif tel que défini aux articles 75 et 76 du décret n° 2016-360 du 25 mars 2016, et après analyse des offres, la commission d'appel d'offres de la Métropole a décidé, lors de sa séance du 24 octobre 2017, d'attribuer le marché global de performance à la Société Montpellieraise de Traitement et Valorisation des Déchets (SMTVD), sise ZAC Garosud, 2549, Avenue de Maurin, 34070 Montpellier, pour un montant total estimatif de 39 863 499 € HT dont 8 536 932 € HT pour les travaux. La durée prévisionnelle du marché est de 96 mois, dont 72 mois pour l'exploitation du centre de tri modernisé à compter de la réception des installations. Ce montant ne comprend pas les coûts prévisionnels de la part affectée aux travaux de bâtiment et VRD, évalués à 3 731 000,00 € HT.

La nature des installations et des activités du projet relève du Code de l'environnement. Ainsi, les modifications apportées aux équipements existants concernant l'extension de la capacité de traitement de déchets et des bâtiments sont soumises à autorisation au titre de la réglementation des Installations Classées pour la Protection de l'Environnement (ICPE). Dans ce cadre, le projet a été préalablement soumis à la procédure «d'examen au cas par cas» désormais prévue par la nouvelle réglementation en matière d'autorisation environnementale, qui a conclu que le projet n'est pas soumis à étude d'impact. Néanmoins, cette décision ne dispense pas des autorisations administratives auxquelles l'exploitation de l'installation est subordonnée au terme de l'instruction du dossier de demande d'autorisation environnementale, aujourd'hui soumis à l'approbation du Conseil.

Le dossier constitué par la Métropole, sur la base des études de projet du maître d'œuvre et du titulaire du marché global de performance présente les caractéristiques principales du projet retenu pour la réalisation du centre de tri, ainsi que les incidences de sa construction et de son fonctionnement sur le voisinage et l'environnement. Il comporte :

- Un document administratif,
- Un document technique
- Un résumé non technique
- L'étude des incidences éventuelles
- L'étude des dangers éventuels
- Les plans et annexes nécessaires à la complète description du projet, et son insertion dans l'environnement de la ZAC Garosud.

L'extension du bâtiment en elle-même, réalisée sur un terrain de jachère industrielle, propriété de la Métropole et dédié à ce projet dans le PLU de Montpellier, n'impacte l'environnement que de façon marginale. Les principales incidences concernent des nuisances ponctuelles caractéristiques de tout chantier de BTP, liées à la phase de construction d'une durée prévisionnelle limitée de sept mois, puis en exploitation, les effets de la circulation des camions acheminant le produit des collectes sélectives. La localisation du projet dans le périmètre d'une zone d'activité, à proximité d'axes de grande circulation et d'une voie ferrée, et les mesures prévues pour réduire les files d'attente des véhicules avant déchargement à l'intérieur du périmètre de site, limite fortement l'impact du projet sur l'environnement. Les activités de tri s'effectueront à l'intérieur de bâtiments fermés. Le process développé associé à des équipements éprouvés et de qualité garantissent la fiabilité de l'exploitation. Enfin, l'ensemble des impacts potentiels, accidentels ou récurrents, sont identifiés et maîtrisés.

L'étude de dangers retient comme risque principal l'incendie des matériaux en attente de tri. Ce risque est pris en compte dans la conception même du bâtiment, disposant de murs coupe-feux et de dispositifs anti-incendie performants (détection, canons à mousse, sprinklage des équipements), et ainsi maîtrisé à l'intérieur du périmètre, sans danger pour les riverains.

Il convient d'approuver ce dossier de demande d'autorisation environnementale et de solliciter Monsieur le Préfet de l'Hérault afin de diligenter les procédures en application du Code de l'environnement pour l'ouverture de l'enquête publique attendue pour l'automne 2018. Complémentairement, le dossier de permis de construire sera déposé auprès des services instructeurs,

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver le dossier de demande d'autorisation environnementale du centre de tri des déchets secs recyclables présenté ci-dessus,
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à déposer le dossier auprès des services de l'Etat en vue de son instruction administrative,
- solliciter Monsieur le Préfet de l'Hérault afin de diligenter les procédures pour l'ouverture de l'enquête publique en application du Code de l'environnement,
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à signer tout document relatif à cette affaire, notamment le dossier de demande de permis de construire.

Il est demandé au Conseil de bien vouloir délibérer.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 79 voix
Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix
Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le **8 MARS 2018**

Pour extrait conforme,
le Président



Philippe SAUREL

Publiée le : **14 MARS 2018**
Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire : **14 MARS 2018**
Réception en Préfecture : **12 MARS 2018**

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.